



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille six, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
18 Septembre 2006, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice :	27
Nombre de pouvoirs :	2
Nombre de Conseillers présents :	20
Quorum :	14

Date de convocation et d'affichage : 12 Septembre 2006
Date d'affichage du compte-rendu : 21 Septembre 2006

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Monique DAUCE, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. Bertrand HIGNARD, Mme Monique ROBINAULT, M. Pierre LEGEARD et M. André BADIGNON, Adjoints, Mmes Martine CHEVALIER, Pierrette HUET, Marie-Thérèse FERRAND, M. Claude BIEDERMANN, Mme Yolande GIROUX, M. Marcel FOUQUET, M. Jean DENOUAL, Mme Marylène QUEVERT, Mme Michelle GAUCHER, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Annie CITRE,

Absents excusés : M. François LARCHER, Mme Chantal GILLOUAYE, Mme Marie-Thérèse SAUVÉE, M. Jean-Michel COQUELIN, Mme Marguerite COÏC

Absents non excusés : M. Loïc PETITPAS et Mme Françoise BAUDUIN

Pouvoirs : M. LARCHER à Mme GINGAT, Mme GILLOUAYE à Mme FERRAND

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Mme Yolande GIROUX, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 06-110) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 06-111) Service des Eaux – Rapport annuel
- 06-112) Service de l'Assainissement – Rapport annuel
- 06-113) Contentieux LEHON – Désignation d'un avocat
- 06-114) Acquisition foncière – Terrains situés près de la Gare
- 06-115) Restauration scolaire – Avenants
- 06-116) Aménagement du centre ville – 3^e tranche – Coordonnateur S.P.S.
- 06-117) Aménagement du centre ville – 3^e tranche – Demande de subvention Agence de l'Eau
- 06-118) Carrefour RD 795/RD 73 – Etude de variantes d'aménagement
- 06-119) Cession d'une parcelle communale à « La Pionnais »
- 06-120) Pôle intermodal – Convention avec la Communauté de Communes pour l'étude de ce projet
- 06-121) Pôle intermodal – Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage
- 06-122) Assujettissement des logements vacants à la taxe d'habitation
- 06-123) Admission en non-valeur
- 06-124) Programme voirie 2006 – Affermissement des tranches conditionnelles
- 06-125) Répartition du produit des amendes de police – Dotation 2005 – Programme 2006 – Liste complémentaire
- 06-126) Illuminations de Noël – Programme 2006 – Choix de l'entreprise
- 06-127) Demande d'acquisition d'une portion de chemin au lieu-dit « La Morandière »
- 06-128) Demande d'acquisition d'une portion de chemin au lieu-dit « Balansonnette »
- 06-129) Installations classées pour la protection de l'environnement – GAEC COET GALANN à PLEUGUENEUC
- 06-130) Logement rue des Cytises – Location provisoire
- 06-131) Numérotage de rues du lotissement de la Cité Rahuel
- 06-132) Rentrée scolaire 2006 – Mesures de réajustement dans le 1^{er} degré
- 06-133) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 06-134) Questions orales

06-110) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Mme Yolande GIROUX, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance précédente, en date du 10 Juillet 2006, est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

06-111) SERVICE DES EAUX - RAPPORT ANNUEL

Rapporteur : Mr LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal qu'en vertu du décret n° 95-635 du 6 Mai 1995 (JO du 7 mai), les Maires sont désormais tenus de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service des eaux.

Cette disposition a pour objectif de renforcer la transparence et l'information sur ce service dans l'esprit de la loi n° 96-101 du 2 février 1995 (Article 73) dite "Loi BARNIER".

Messieurs LE LUHERNE et RUYZ, représentant la Générale des Eaux, délégataire du Service Eau Potable, sont invités à présenter et à commenter le rapport annuel sur le prix et la qualité de l'eau (exercice 2005), conformément à l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités territoriales. Le rapport établi par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF) a été transmis en Mairie par courrier en date du 4 Août 2006.

Après l'exposé des intervenants et les échanges au sein de l'Assemblée, le Conseil Municipal prend acte dudit rapport annuel sur le prix et la qualité du service des eaux.

06-112) SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT - RAPPORT ANNUEL

Rapporteur : Mr LE BESCO, Maire

En vertu du décret n° 95-635 du 6 Mai 1995 (JO du 7 mai), les Maires sont désormais tenus de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement.

Cette disposition a pour objectif de renforcer la transparence et l'information sur ce service dans l'esprit de la loi n° 96-101 du 2 février 1995 (Article 73) dite "Loi BARNIER".

Messieurs LE LUHERNE et RUYZ, représentant la Générale des Eaux, délégataire du Service Eau Potable, sont invités à présenter et à commenter le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'Assainissement (exercice 2005), conformément à l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités territoriales. Le rapport établi par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF) a été transmis en Mairie par courrier en date du 4 Septembre 2006.

Après l'exposé des intervenants et les échanges au sein de l'Assemblée, le Conseil Municipal prend acte dudit rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement.

06-113) CONTENTIEUX LEHON – DESIGNATION D'UN AVOCAT

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 06-08 du 13 février 2006, il a été informé de la fin d'un contentieux avec Monsieur et Madame LEHON à propos d'un terrain jouxtant leur entreprise.

Il rappelle également que, par délibération n°06-09 du 13 février 2006, compte tenu de la fin du contentieux évoqué précédemment, le Conseil Municipal a décidé de vendre à Monsieur et Madame JUHUEL la parcelle cadastrée sous le n° 405 de la section AH faisant partie du périmètre d'origine de la zone d'activités de la gare.

Aujourd'hui, le Conseil Municipal est informé qu'une assignation devant le Tribunal de Grande Instance de SAINT MALO a été signifiée à la Commune par Monsieur et Madame LEHON Bernard en date du 3 août 2006.

Monsieur et Madame LEHON sollicitent le Tribunal de Grande Instance pour :

« - Dire et juger que la parcelle n°405 de la section AH d'une superficie de 1178 m² de la commune de COMBOURG sise lotissement de Melesse doit être attribuée à Monsieur et madame LEHON

- Dire et juger que l'acte à établir devra l'être dans un délai de DEUX MOIS à compter de la signification du jugement à intervenir ; passé ce délai une astreinte de 500 euros par jour courra pendant un nouveau délai de 2 mois passé lequel il sera à nouveau fait droit

- Condamner la Commune de COMBOURG à verser à Monsieur et Madame LEHON une somme de 10 000 € à titre de dommages et intérêts

- Condamner la Commune de COMBOURG à verser à Monsieur et Madame LEHON une indemnité de 3500 € sur le fondement des dispositions de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile. »

Il rappelle au Conseil Municipal que Maître Jean-Paul MARTIN, avocat, 7 bis rue de la Tour d'Auvergne à RENNES a assisté la Ville depuis l'origine des litiges avec Monsieur et Madame LEHON.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal, pour les besoins de la procédure :

- de confirmer Maître MARTIN dans sa mission en tant qu'avocat plaident

- de désigner Maître GARDENAT-PUN, Avocat à SAINT MALO, 15 Boulevard Chateaubriand, en qualité de postulant pour assister Maître MARTIN dans ce dossier, auprès de Tribunal de Grande Instance de SAINT MALO

Le cabinet assurant le risque juridique de la Commune a fait savoir qu'il prendrait en charge les frais de procédure et les honoraires d'avocat dans les limites prévues au barème figurant au contrat d'assurance.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

06-114) ACQUISITION FONCIERE – TERRAINS SITUES PRES DE LA GARE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 06-22 en date du 13 Mars 2006, celui-ci a procédé, par l'exercice de son droit de préemption, à l'acquisition des parcelles appartenant aux conjoints MORIN cadastrées section AI n° 277 et AI n° 279 d'une contenance totale de 1 ha 06 a 88 ca.

La Société ARCADE FONCIER, sise à RENNES, 93 avenue Henri Fréville, par courrier en date du 6 Juillet 2006, a fait une proposition de vente des parcelles cadastrées AI n° 349 et AI n° 278 d'une contenance totale de 75 a 22 ca au prix de 122 271 € .

Ces parcelles, qui appartenaient à Monsieur et Madame Thierry TEILLAIS, jouxtent les parcelles acquises aux conjoints MORIN.

Considérant que cet emplacement s'inscrit dans un secteur idéal pour le développement urbain et qu'il est inclus dans un schéma d'Aménagement d'ensemble figurant en zone 1 AUEb du projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal par délibération n° 05-164 en date du 12 décembre 2005,

Considérant que la régulation du marché immobilier de la Commune nécessite une offre mixte à la maîtrise d'ouvrage publique et privée

Considérant que cette maîtrise est favorable :

- à la politique locale de l'habitat déjà engagée par la Commune en matière de mixité sociale et d'environnement
- au rééquilibrage et à la diversification de l'offre de logements
- à l'accession sociale à la propriété
- au développement de l'offre de logements sociaux

L'avis des Domaines ayant été sollicité en date du 17 Mai 2006,

M. LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'acquérir les parcelles cadastrées section AI n° 349 et 278, d'une contenance de 7 522 m² au prix de 122 271 €.
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget de la Ville
- De confier l'acte notarié à l'Office Notarial St MLEUX – PRIOL – LACOURT de COMBOURG
- De donner pouvoir au Maire pour signer tous les actes à intervenir pour le règlement de ce dossier

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

06-115) RESTAURATION SCOLAIRE – AVENANTS

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Dans le cadre des travaux de la restauration scolaire du site du Linon, l'entreprise SCOB de Bréal sous Montfort, titulaire du lot n° 3 -charpente bois, a présenté un avenant en plus-value d'un montant de 4 200.00 € HT mentionnant la remise en état d'une charpente sur bâtiment existant conservé et le remplacement d'un bardage vertical en clin par un bardage châtaignier.

Ces travaux de remise en état de charpente ne pouvaient être identifiés avant la dépose de la couverture ardoise existante.

Le remplacement du bardage clin par un bardage châtaignier émane d'un souhait de l'Architecte des Bâtiments de France.

Le montant du marché initial de 31 105.00 HT, soit 37 201.58 € TTC, se trouve porté à la somme de 35 305.00 € HT, soit 42 224.78 € TTC.

Lors de la réunion de la commission d'appel d'offres en date du 12 juillet 2006, cet avenant a été présenté aux membres de la commission qui ont émis un avis favorable.

Dans le cadre des travaux de la restauration scolaire du site du Linon, l'entreprise EUROVIA de Bruz, titulaire du lot n° 17 – voie et réseaux divers (VRD), a présenté une plus-value d'un montant de 6 300.00 € HT mentionnant une adaptation de la station de relevage aux nouvelles conditions techniques et la mise en place d'une téléalarme sur ce poste de relevage.

Les nouvelles conditions techniques résultent de la nécessité d'offrir une possibilité de raccordement à l'assainissement collectif, aux propriétés situées en partie basse de la place du Linon.

La mise en place d'une téléalarme provient d'une demande de la Préfecture dans le cadre du renouvellement de l'autorisation de rejet d'effluents de la station d'épuration dans le Linon.

Le montant du marché initial de 63 853.00 HT, soit 76 368.19 € TTC, se trouve porté à la somme de 70 153.00 € HT, soit 83 902.99 € TTC.

Lors de la réunion de la commission d'appel d'offres en date du 12 juillet 2006, cet avenant a été présenté aux membres de la commission qui ont émis un avis favorable.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- De valider l'avenant de l'entreprise SCOB pour un montant HT de 4 200.00 € en plus value tel que défini ci-dessus.
- De valider l'avenant de l'entreprise EUROVIA pour un montant HT de 6 300.00 € en plus value tel que défini ci-dessus.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

**06-116) AMENAGEMENT CENTRE VILLE 3EME TRANCHE -
COORDONNATEUR SPS**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 publiée au J.O. le 1^{er} février 1994, fait obligation aux collectivités locales de faire suivre leurs travaux par un Coordonnateur SPS Sécurité-Santé, soit une mission de niveau 2 pour le projet d'aménagement du centre ville 3^{ème} tranche

Une consultation en procédure adaptée a été réalisée près de six cabinets et il a été décidé de retenir l'offre de SOCOTEC de Saint-Malo , moins disante, pour un montant HT de 2 073.50 € .

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

06-117) CENTRE VILLE 3^{ème} TRANCHE – DEMANDE DE SUBVENTION AGENCE DE L'EAU

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que le Conseil Municipal a approuvé l'Avant Projet Détaillé du centre ville 3^{ème} tranche lors de la séance du 29 Mai 2006.

Il a également été décidé de solliciter les aides suivantes auprès :

- du Conseil Général
- du Conseil Régional au titre de l'Eco-Faur
- des Petites Cités de Caractères
- du FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce)
- de la Communauté des Communes du Pays de la Bretagne Romantique au titre du contrat de Territoire.

Dans le cadre des travaux de restructuration des réseaux du centre ville 3^{ème} tranche, il convient également de solliciter l'aide de l'Agence de l'Eau.

A ce titre, M. LE BESCO demande au Conseil Municipal de solliciter l'aide de l'Agence de L'eau – Loire Bretagne.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE la proposition ci-dessus.

06-118) CARREFOUR RD 795 / RD 73 – ETUDE DE VARIANTES D'AMENAGEMENT

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, lors de la séance du 9 Juillet 2003, il a été souhaité le réaménagement du carrefour RD 795 (voie de contournement) et RD 73 (route de Lanhélin).

Lors de la séance du 22 Septembre 2003, il a été demandé la mise en place d'un rond point.

Le Conseil Général a commandé une étude de différentes variantes afin de sécuriser ce carrefour.

4 variantes sont présentées au Conseil Municipal :

- Variante n°1 : modification du carrefour existant en croix en un carrefour giratoire.
- Variante n°2 : dévoiement nord de la RD 795, avec création d'un ouvrage d'art et accès RD 795 / RD 73 par voie de contournement actuelle.

- Variante n°3 : création d'un ouvrage d'art à l'intersection actuelle et accès RD 795/ RD 73 par bretelles de raccordement.
- Variante n°4 : dévoiement sud de la RD 795, avec création d'un ouvrage d'art et accès RD 795 / RD 73 par voie de contournement actuelle.

Les variantes 2, 3 et 4 sont traitées en dénivelées et nécessitent des emprises sur des propriétés privées. De plus, elles sont techniquement complexes, notamment en terme d'évacuation des eaux pluviales, et donc de coûts élevés, mais garantissent une continuité de circulation sur la voie de contournement.

La variante n°1 s'avère la plus facile en terme de réalisation, de coût et d'impact sur le paysage, elle nécessite peu d'emprise mais a l'inconvénient de créer un obstacle à la fluidité de circulation de la voie de contournement.

La commission voirie a étudiée les différentes variantes le 7 Septembre 2006 et s'est prononcée pour la variante n°1, solution d'un giratoire.

L'association « Pour un rond-point Combours-Lanhélin », constituée d'usagers, s'est également prononcée pour cette solution.

Au regard de ces éléments, M. LE BESCO demande au Conseil Municipal de se prononcer en faveur d'une variante.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, se prononce en faveur de la solution n° 1, à savoir le carrefour giratoire.

06-119) CESSION D'UNE PARCELLE COMMUNALE A LA « PIONNAIS »

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 05.144 en date du 14 novembre 2005, il a été accepté de céder à M. et Mme HIGNARD propriétaires à la Pionnaise à Combours une parcelle communale, cadastrée B 459 d'une superficie de 60 m², correspondant à l'emprise d'un ancien chemin.

Afin de régulariser foncièrement cette acquisition, M. LE BESCO demande au conseil municipal de lui donner tout pouvoir pour signer les actes à intervenir.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DONNE TOUT POUVOIR à Monsieur le Maire pour signer les actes à intervenir.

06-120) POLE INTERMODAL – CONVENTION AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES POUR L'ETUDE DE CE PROJET

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle que, par délibération du 10 juillet 2006, le Conseil Municipal a décidé de mener une étude pour la modernisation de la gare et du secteur environnant en partenariat avec la Communauté de Communes Bretagne Romantique qui souhaite y intégrer des aspects promotionnels pour le pays en matière économique et urbanistique.

Cette étude prospective permettra de :

- préparer l'avenir et dimensionner à terme (10 ans minimum) les espaces publics nécessaires
- développer les échanges et les modes de déplacement
- faciliter les circulations
- développer le secteur urbanisé et prendre en compte l'urbanisation éloignée
- assurer un accueil confortable
- solliciter les partenaires financiers (Département, Région, SNCF, RFF)
- planifier l'opération
- engager les réalisations

Le projet de convention conjuguant les intérêts communautaires et les intérêts communaux est présenté au Conseil Municipal.

Il porte sur une étude composée de deux phases

- a) une assistance à maîtrise d'ouvrage qui aura pour mission principale l'élaboration du Cahier des Charges pour la Consultation de Cabinets d'Etudes
- b) une étude stratégique dont la finalité sera l'élaboration du Programme de l'Opération

L'étude sera décomposée en 2 tranches (Ferme pour la partie ouest et conditionnelle pour la partie est) et sera limitée à une enveloppe financière de 30 000 €. HT.

Une Commission de pilotage chargée de mener cette étude sera composée de :

- 2 élus et 2 techniciens de l'EPCI
- 2 élus et 2 techniciens de la Collectivité
- les représentants des différents partenaires de ce projet (pays, région, Département, SNCF, RFF)

La convention précise en outre que la maîtrise d'ouvrage sera assurée par la Ville de COMBOURG qui devra solliciter les subventions allouées à cet effet. La charge résiduelle qui résultera de cette opération fera l'objet d'un fonds de concours de la Communauté de Communes à hauteur de 50 %

M. LE BESCO propose donc au Conseil Municipal :

- d'adopter le projet de convention présenté

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer cet acte d'engagement avec la Communauté de Communes Bretagne Romantique
- de désigner les élus chargés de la commission de Pilotage
- de solliciter une aide financière du Conseil Régional dans le cadre de l'ECO-FAUR au titre des études pré-opérationnelles

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus et désigne M. Bertrand HIGNARD et Mme Marie-Renée GINGAT en tant qu'élus chargés de la commission de pilotage.

06-121) POLE INTERMODAL – MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal qu'il a été informé le 10 Juillet 2006 de différentes rencontres entre les services de la SNCF, de RFF, de la Région et de la Communauté de Communes. Ces rencontres tendent à la création d'un Pole Intermodal régit par la convention évoquée au point précédent.

Afin d'établir un cahier des charges destiné à lancer une consultation auprès d'un bureau d'étude, la DDE a été contactée afin de proposer un contrat d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage.

Ce contrat propose une mission de pilotage concernant :

- Le recueil des données.
- L'élaboration de Cahier des charges pour la consultation de cabinets d'études.
- La participation à la commission d'auditions et de sélection.
- Le pilotage de l'étude.

La DDE se propose pour assurer cette mission de faire appel à différentes compétences présentes au sein des services de l'équipement à savoir :

- Le pole aménagement urbanisme habitat logement.
- L'unité déplacement
- Le pole ingénierie publique.
- Le bureau des marchés
- Le bureau des affaires juridiques et contentieuses

Le cahier des charges permettra de retenir un cabinet d'études chargé par le biais d'une étude stratégique multi-domaines, d'engager une réflexion et de formaliser un programme d'opération.

La rémunération de l'Etat – Direction Départementale de l'Equipement, est déterminée selon un barème forfaitaire sur la base d'un calcul au temps prévu en fonction de la nature et de l'importance de la prestation.

La rémunération prévisionnelle proposée est de 4 800.00 € HT pour la mission Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (A.M.O.).

M. LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- D'accepter l'offre de la DDE
- D'autoriser M Le Maire à signer le contrat d'A.M.O.
- De solliciter l'aide financière du Conseil Régional (ECO-FAUR) au titre des études pré opérationnelles pour la mission d'A.M.O. ainsi que pour l'étude stratégique multi-domaines qui en découlera.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

06-122) ASSUJETTISSEMENT DES LOGEMENTS VACANTS A LA TAXE D'HABITATION

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

M. HAMELIN informe le Conseil Municipal que la loi du 13 Juillet 2006 portant engagement national pour le logement (loi n° 2006-872 publiée au Journal Officiel du 16 Juillet 2006) comprend un certain nombre de dispositions fiscales, notamment l'assujettissement à la taxe d'habitation des logements vacants depuis plus de 5 ans au 1^{er} Janvier de l'année d'imposition, selon les dispositions de l'article 1407 bis du Code Général des Impôts.

La base d'imposition de taxe d'habitation de ces logements ne subit aucun abattement, exonérations et dégrèvements.

Conditions tenant à la vacance des logements :

- Les logements concernés sont les logements vacants depuis plus de cinq ans au 1^{er} Janvier de l'imposition (soit au 01.01.07, si la délibération est prise avant le 1^{er} Octobre 2006).
- Les logements dont la durée d'occupation a été supérieure à trente jours consécutifs au cours de chacune des cinq années écoulées et ceux dont la vacance est indépendante de la volonté du contribuable ne peuvent être considérés comme vacants.

En cas d'erreur sur l'appréciation de la vacance, les dégrèvements qui en résulteraient seraient supportés par la Commune.

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal d'assujettir à la taxe d'habitation, pour la part communale, les logements vacants depuis plus de 5 ans.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

06-123) ADMISSION EN "NON-VALEUR"

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

A la demande du Receveur Municipal, M. HAMELIN propose au Conseil Municipal l'admission en non-valeur d'une somme devenue irrécouvrable, correspondant à des impayés de la bibliothèque municipale détaillée ci-dessous:

Etat P511

Exercice 2004

Somme : 48,10 €

Cette somme sera prélevée sur l'article 654 de l'exercice en cours

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

06-124) PROGRAMME VOIRIE 2006 – AFFERMISSEMENT DES TRANCHES CONDITIONNELLES

Rapporteur : M. Michel LEBRET

M. LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 06.74 en date du 29 mai 2006, il a été décidé :

- de lancer la procédure d'appel d'offres
- de confier à la commission municipale n° 9 (appels d'offres) l'ouverture des plis et l'attribution du marché
- de donner pouvoir au Maire pour engager les démarches et signer tout document utile au suivi de ce dossier
- d'imputer la dépense sur les crédits prévus à cet effet

Compte tenu du montant de l'estimation des travaux (supérieur à 230 000 € HT), la procédure de dévolution des travaux était celle de l'appel d'offres ouvert.

Il était précisé qu'en fonction des résultats de l'appel d'offres, trois tranches conditionnelles pourraient être réalisées à savoir :

- Les Rivières
- Rue Sœur Joséphine
- Rue Ernest Renan

Selon les procédures du nouveau code des marchés publics mises en place par décret du 7 juillet 2004, la P.R.M. (Personne Responsable du Marché) a procédé à l'examen des candidatures, (ouverture de la 1^{ère} enveloppe), le 12 juillet 2006. Puis, les offres ont été soumises à la Commission d'appel d'offres pour l'ouverture de la 2^{ème} enveloppe, le 1^{er} août 2006. Il a donc été décidé de retenir l'offre, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats. Le Marché a donc été attribué à l'entreprise EUROVIA BRETAGNE de Bruz pour un montant HT de 185 956.50 € (tranche ferme) et de 83 273.50 € HT (tranches conditionnelles).

Ces travaux avaient été estimés par les services de la DDE pour un montant HT de 225 236.50 € pour la tranche ferme et 96 616.00 € pour les tranches conditionnelles donc supérieurs à l'offre proposée par l'entreprise EUROVIA BRETAGNE.

M. LEBRET propose au Conseil Municipal :

- d'affermir les tranches conditionnelles pour un montant HT de 83 273.50 € HT.
- d'autoriser le maire à signer toutes les pièces contractuelles du marché.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

06-125) REPARTITION DU PRODUIT DES RECETTES DES AMENDES DE POLICE – DOTATION 2005 – PROGRAMME 2006 – LISTE COMPLEMENTAIRE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

M. LEBRET informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 9 Août 2006, le Président du Conseil Général d'Ille et Vilaine informe les communes de sa décision de lancer une nouvelle consultation afin d'utiliser un reliquat de crédit au titre de la répartition des recettes des amendes de police.

Les opérations susceptibles d'être éligibles sont :

- Les feux de signalisation
- Les passages surbaissés pour handicapés
- Les aires d'arrêt de bus
- Les barrières de sécurité
- Les aménagements piétonniers

M. LEBRET propose au Conseil Municipal d'adopter le programme d'investissement suivant :

- Fourniture et mise en place de potelets complémentaires de sécurité au parvis du lycée « François René de Chateaubriand » pour un montant HT de 1600 €.
- Fourniture et mise en place de potelets de sécurité pour le parking Rue de Malouas pour un montant HT de 830 €.

- Réalisation de 9 passages surbaissés pour handicapés pour un montant HT de 5850 €.
- Fourniture et pose de 2 arrêts de bus pour un montant HT de 7200 €.
- Aménagements piétonniers au pourtour du lac sur une longueur de 100 m pour un montant HT de 1570 €.

Et de solliciter l'attribution de la subvention correspondante auprès du Conseil Général.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

06-126) ILLUMINATIONS NOEL – PROGRAMME 2006 – CHOIX DE L'ENTREPRISE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal qu'il a été informé le 29 Mai 2006 du renouvellement des illuminations de Noël de la Place Saint Gilduin et du Boulevard du Mail.

A ce titre une consultation en procédure adaptée a été effectuée auprès de 4 entreprises :

- CEF de Saint Malo
- Citéos de Cesson Sévigné
- Rode de Sevres (92)
- Blachère de Apt (84)

Suite à la réunion de la commission »Voirie - Affaires Rurales » du 6 Juillet 2006, il a été décidé de retenir la proposition de CEF de Saint Malo pour un montant HT de 16 697.88 €.

Cette proposition comprend :

Pour la place Saint Gilduin

- Une structure conique de 3 m de diamètre soutenant un rideau lumineux de **leds** (*) blanches, pour le centre du rond point.
- Des sphères lumineuses blanches, or ou argent destinées au dessous des lanternes d'éclairage.
- Des guirlandes de **leds** (*) blanches destinées aux arbres.

Pour le boulevard du Mail

- Des sphères lumineuses blanches destinées au dessous des lanternes d'éclairage.
- Des guirlandes de leds rouges et de lampes flash, couleurs de Combourg, destinées aux arbres.

L'ensemble comprenant les boîtiers de raccordement réglementaires.

(*) La technologie « **Led** », lampe très basse consommation, tend à réduire considérablement la dépense électrique liée aux illuminations.

Les crédits nécessaires ont été inscrits au budget primitif 2006.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

06-127) DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PORTION DE CHEMIN AU LIEU-DIT « LA MORANDIERE »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été saisie le 15 Avril 2006, par Monsieur et Madame BEUCHARD-LAFFICHER, domiciliés au « Petit Buet » à Combourg, en vue de l'acquisition d'une portion de chemin communal située au lieu-dit « La Morandière » et jouxtant leur propriété.

La commission voirie s'est rendue sur place le 8 Juin 2006 et a émis un avis favorable sous réserve du respect et maintien des accès aux différentes parcelles.

Cette partie de chemin rural n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

M. LEBRET propose au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cession.

Par ailleurs, il est précisé que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.80 € HT du m² et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

06-128) DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PORTION DE CHEMIN AU LIEU-DIT « BALANSONNETTE »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

M. LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 03.71 en date du 7 avril 2003, une information a été donnée sur la reconstruction du pont de Balansonnette dans

le cadre de l'Electrification de ligne Rennes - St Malo et que des acquisitions foncières à titre gratuit au nom de la commune ont eu lieu pour le raccordement des chemins ruraux.

Dans le cadre de ces aménagements, la SNCF a procédé à la remise en état du chemin communal desservant ses installations situées au droit de la parcelle D-151.

Ce chemin communal se poursuit au-delà de ses installations et ne dessert que des parcelles appartenant à M BUAN. Celui-ci, par courrier reçu le 22 Août 2006, se porte acquéreur du reliquat de chemin communal situé au-delà de la parcelle D-151.

Le 18 Janvier 2005, la commission voirie a émis un avis favorable à l'ensemble des aménagements fonciers liés à la reconstruction du pont de Balansonnnette.

M. LEBRET propose au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cession.

Par ailleurs, il est précisé que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.30 € HT du m²).Après négociations, les frais de géomètre et de notaire seront à la charge de la SNCF.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

06-129) INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT - GAEC COET GALANN A PLEUGUENEUC

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

M. LEBRET informe le Conseil Municipal que, par arrêté du 30 Mai 2006, Madame la Préfète d'Ille et Vilaine a prescrit une enquête publique sur le projet présenté par le GAEC COET GALANN en vue d'agrandir un élevage de vaches laitières et un atelier de bovins à l'engraissement d'un effectif de 178 vaches laitières sur paille – 145 génisses sur paille et 100 bovins à l'engraissement à « Le Fruitier » en PLEUGUENEUC.

Conformément à l'article 8 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977, modifié notamment par le décret n° 85-453 du 23 Avril 1985 relatif aux installations classées, le Conseil Municipal est invité à donner son avis sur cette autorisation.

Cet avis doit être exprimé au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre de l'enquête publique ouverte du 4 Septembre au 6 Octobre 2006.

La commission « Affaires Rurales » a examiné ce dossier lors de sa réunion du 8 Juin 2006 et a observé que les terrains proposés ne sont pas situés dans des zones protégées.

Considérant que cet élevage n'est pas situé dans la commune, M. LEBRET propose au Conseil Municipal que ce dossier soit présenté à titre d'information sans émettre d'avis.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, n'émet pas d'objection à cette proposition.

06-130) LOGEMENT RUE DES CYTISES – LOCATION PROVISOIRE

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Mme GINGAT informe le Conseil Municipal que le logement situé 8, bis Avenue des Cytises à Combours est vacant depuis le mois de mai 2006, Monsieur Henri BOSCHET ayant donné résiliation de son bail.

En raison d'un sinistre survenu dans un logement OPAC situé 10, Allée du Fresnes à Combours, il s'est avéré nécessaire de reloger ses occupants. Dans l'urgence, il a été proposé à Mme Anne LE DUAULT de louer provisoirement, pour la période du 6 juillet jusqu'à la réintégration du logement sinistré, le logement situé 8, bis Avenue des Cytises à Combours, pour la somme de 360 € par mois (montant du loyer du 10 allée du Fresnes, pris en charge par son assurance)

Mme GINGAT propose au Conseil Municipal de donner pouvoir au Maire pour régulariser ce dossier et procéder à l'encaissement du loyer tel que défini ci-dessus.

Entendu l'exposé de Mme GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

06-131) NUMEROTAGE DE RUES DU LOTISSEMENT DE LA CITE RAHUEL

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Mme GINGAT rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 05.113 en date 11 juillet 2005, il a été procédé à la désignation des rues suivantes

- **Lotissement Communal de la Cité Rahuel :**
 - Voie Communale n°115 en agglomération : **ROUTE DE LA RACINAIS.**
 - Liaison Lotissement et Avenue de la Libération : **ALLEE DE LA CITE RAHUEL.**
 - Liaison Lotissement et route de la Racinais : **ALLEE DU PETIT HANDREL.**
- (Dénomination initial des parcelles de proximité)

Afin de permettre aux nouveaux propriétaires de disposer dès leur arrivée, de l'adresse exacte des logements pour faciliter les démarches administratives liées à leur changement d'adresse, Mme GINGAT propose la numérotation suivante :

Route de la Racinais

Lot n° 2 – M. et Mme Pascal LEBLET	N° 4
Lot n° 1 – M. Jérôme CORVAISIER et Mme Valérie LE FUR	N° 6
Parcelle AI 377p – M. Rémy SORIN	N° 8

Allée de la Cité Rahuel

Numéros impairs

Lot n° 4 – M. et Mme DE LE VIELLEUSE	N° 1
Lot n° 3 – M. et Mme Alain JOUCAN	N° 3

Numéros pairs

Parcelle AI 64 – M. Francis FONTAINE	N° 2
Parcelle AI 58 – Mme Maryvonne GUITTARD	N° 4
Parcelle AI 55 et 56 – M. Stéphane COUVERT	N° 6
Lot n° 5 – Melle Annie AOUSTIN	N° 8

Allée du Petit Handrel

Numéros impairs

Parcelle AI 377 p – M. Rémy SORIN	N° 1
	Et N° 3
Lot n° 6 – Mme Bernadette CLAUDE	N° 5

Les plaques de rues seront posées et les plaques de numéros distribuées aux propriétaires concernés.

Entendu l'exposé de Mme GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

06-132) RENTREE SCOLAIRE 2006 - MESURES DE REAJUSTEMENT DANS LE 1^{ER} DEGRE

Rapporteur : Mme ROBINAULT, Adjointe

Dans le cadre de la rentrée scolaire 2006-2007, Madame ROBINAULT informe le Conseil Municipal d'un courrier de l'Inspecteur d'Académie qui, après consultation du Comité Paritaire de l'Education Nationale, a prononcé les mesures suivantes :

Annulation du retrait d'emploi à l'école élémentaire

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

06-133) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 02.07 en date du 4 février 2002, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 06.166 T en date du 24 juin 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant
 - o Parcelle AE n° 457 sise « avenue des Palmiers » (DIA n° 32) d'une superficie de 634 m² et supportant des locaux administratifs
- Arrêté n° 06.177 T en date du 24 juillet 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant
 - o Parcelle AL n° 20(lot 5 et 6) sise « 22 bis, place des Déportés » (DIA n° 33) d'une superficie de 124 m² et supportant un appartement et grenier
- Arrêté n° 06.183 T en date du 3 août 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant
 - o Parcelle AC 456 sise « 5, rue du Québec » (DIA n° 34) d'une superficie de 387 m² et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 06.186 T en date du 9 août 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant
 - o Parcelle AO n° 54 sise « 5 bis, rue de l'Abbaye » (DIA n° 35) d'une superficie de 64 m² et supportant une maison d'habitation

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

06-134) QUESTIONS ORALES (3e trimestre)

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 11 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 11 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 15.